
Monsieur le President,
Distingues Delegues,
Mesdames et Messieurs,

1. Au cours du conflit entre le BURUNDI et les differents mouvements politiques armes, des mines antipersonnels ont ete utilisees dans differentes regions du pays.

Jusqu’a nos jours, quelques zones minees ou suspectees comme telles ont ete reconnues dans 5 provinces sur les 17 que compte le pays :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Province</th>
<th>Nombre de zones minées</th>
<th>Localisation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>MAKAMBA</td>
<td>7</td>
<td>NYANZA-LAC, RUKAMBASI, KIBAGO, KAYOGOBO, MUGURUKA, BUHEMA, BUGA.</td>
</tr>
<tr>
<td>BUBANZA</td>
<td>3</td>
<td>RUKOKO, KIBIRA, RWEUGURA.</td>
</tr>
<tr>
<td>BUJUMBURA RURAL</td>
<td>2</td>
<td>TENGA, KABEJI.</td>
</tr>
<tr>
<td>RUTANA</td>
<td>1</td>
<td>GIHARO.</td>
</tr>
<tr>
<td>RUYIGI</td>
<td>1</td>
<td>KINYINYA.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

L’impact humanitaire et socio-economique est enorme pour une population ou 30% vivent des activites agropastorales et ou ces derniers jours, les refugies rentrent massivement de la Republique de TANZANIE. Au cours des 2 dernieres annees 2002-2003, on a enregistré 230 cas de victimes dont 36 enfants.

Malgre l’importance du nombre de victimes, l’ampleur exacte n’est pas encore connue. Des contacts entre le Gouvernement et des
organisations non gouvernementales sont en cours en vue d’une étude de l’impact socio-économique.

2. Le BURUNDI n’a pas encore élaboré de Programme National de lutte antiminées. Toutefois, la création d’un comité national interministériel constitué aussi d’organisations de la société civile vient d’être envisagée. De même, la société civile ainsi que des organisations non gouvernementales tant nationales qu’internationales oeuvrant au BURUNDI sont très actives et elles sont prêtes à aider à la mise en place d’un organe National chargé de la coordination de toutes les activités relatives au déminage.

Grâce à la collaboration de l’UNICEF BURUNDI, un programme d’Education aux Risques des Mines est fonctionnel depuis juillet 2003. Environ deux cent cinquante (250) personnes ont déjà bénéficié de cette formation et sont déjà à pied d’œuvre dans les provinces affectées par les mines.

Monsieur le Président,

Les progrès réalisés au titre de l’article 5 dans le domaine du déminage, sont minimes. La République du Burundi compte sur l’aide de la communauté internationale pour :

- la mise en place d’un Programme National Antimines ;
- l’étude de l’impact socio-économique ;
- le déminage proprement dit.

3. La délégation de la République du Burundi profite de la tenue des présentes assises pour exprimer toute sa gratitude au Centre International pour le Démìnage Humanitaire (CIDH), aux pays donateurs et à la communauté internationale dans son ensemble pour leur contribution croissante précieuse dans la mise en œuvre de la Convention d’Ottawa et elle formule le vœu que la prochaine Conférence d’examen qui se tiendra à Nairobi soit une étape décisive pour l’avènement d’un monde sans mines.

JE VOUS REMERCIE.